

# e-Information professionnelle: 1,6 milliard d'euros en 2003 ?

**Premier constat** : un taux quasi constant pour l'information électronique publique. Représentant quelque 15 % du marché total, ce segment, porté par les nombreuses initiatives en matière d'e-administration, développe une offre de plus en plus complète, avec une bonne part d'informations disponibles gratuitement sur les sites des organismes concernés. Ceci explique sans doute pourquoi son chiffre d'affaires progresse modestement mais régulièrement depuis 2000 (de 227 millions d'euros à cette date, il atteindra selon les projections d'IDC un montant de 263 millions cette année). **Second constat** : une croissance molle sur le privé Depuis 2000, ce marché aura connu une croissance se situant entre +4 et +5 % par an, avec un pallier (crise des technos oblige!) en 2002. Pour cet exercice, les professionnels prévoient une croissance légèrement supérieure à +4%. **Le clan des sept** Mais ce qui est réellement intéressant dans cette étude c'est la segmentation du secteur privé de l'information numérique. Celui-ci se décompose en sept grandes familles, dont la principale est constituée par l'information financière et économique (laquelle représente 59 % du chiffre d'affaires global). Trois secteurs risquent par ailleurs de connaître une forte croissance en 2004. Il s'agit respectivement de celui de l'information sectorielle constituée par des agrégateurs de contenu, des diffuseurs et des éditeurs secondaires (+7,2% sur une part de marché globale de 4,9%), suivi par l'information économique (+ 5%) et enfin par le segment de l'information scientifique, technique et médicale (+ 4,6% pour une part de marché de 9%). L'information marketing presse représente, quant à elle, 12,5% du total, suivie par l'information presse (10,7%), l'information juridique terminant bonne dernière (avec 3,8% de part de marché). **Quelques tendances** Au fil des interviews menées par le GFII, quatre grandes tendances se dessinent. Une plus grande structuration des processus d'achat d'information. Le *pay per view* ne fait guère recette, tandis que les accès illimités aux bases de données et aux titres électroniques ont la préférence (44 %) des documentalistes et des bibliothécaires. L'*open access*, quant à lui, fait flores, notamment auprès de la communauté scientifique qui est ainsi assurée de disposer d'un medium pérenne et ouvert. L'environnement proposé passe désormais par un portail et une interface de recherche unique. Enfin, la nouvelle loi sur l'économie numérique et le projet de loi sur le nouveau droit d'auteur devraient permettre à moyen terme un essor des sites d'information payants. **Quelques chiffres repères**

Quelques chiffres et quelques idées pour se repérer dans une industrie qui ferait la joie des

*afficionados* de la logique floue. Autant il semble facile de chiffrer les marchés informatiques, même si les estimations des cabinets d'analyse varient souvent du simple au double (exemple Gartner versus Forrester Research), autant le chiffrage du marché des contenus numériques donne lieu à tout et n'importe quoi. D'ailleurs, certains, comme le cabinet américain Outselle, spécialisé dans les acteurs de l'industrie de l'information numérique, vont jusqu'à parler d'une «*industrie invisible*», tant la vision et la compréhension de ce secteur semblent fragmentées pour ne pas dire fragmentaires. **?D'abord l'Europe, ensuite le monde !? (Charlie Chaplin, Le Dictateur)** L'article ci-dessus fait le point sur l'Hexagone. Essayons donc ici d'élargir notre vision à l'Europe puis à l'international. Dans son rapport «*The European Online Information Market 2003?*», le cabinet britannique IRN Research évaluait ce marché (Europe des 15) à 3,45 milliards d'euros en 2002 (hors informations boursières

et dépêches de presse). Sur celui-ci, le segment de l'information de type veille économique représenterait 2,45 milliards d'euros de recette. S'il faut en croire Erkki Liikanen, commissaire européen chargé des entreprises et de la société de l'information, le marché mondial, quant à lui, avoisinerait les 515 milliards d'euros. Toutefois, il précise: «*Le marché européen, bien davantage que celui des US, s'avère morcelé, du fait notamment de nos différents patrimoines culturels*». **Ouf, on a eu chaud !** 515 milliards, ce n'est pas rien, surtout lorsque l'on ne sait pas ce que cela recouvre. Toutefois, on admet généralement qu'il s'agit de tous les types de contenus numériques, tant *off-line* (CD, DVD) qu'*on-line* ainsi que les services en ligne professionnels et grand public (y compris jeux et musique). Bref, si l'on ajoute tout ce qu'il faut soustraire, on tombe (sic) sur un vrai total qui ne dépasse guère les 200 milliards d'euros pour les contenus numériques professionnels. Une fois de plus, toutefois, ce chiffre inclut les CD-ROM, les banques de données et les fils d'actualité payants utilisés par les entreprises et les institutions (B2B et B2E et B2G).